8 mai 1981
ScPo

CE QUE PERSONNE N'A LU : LE PROGRAMME SOCIALISTE

Pour le deuxième tour des élections présidentielles deux candidats : deux choix de sociétés, deux conceptions de l'homme :

— d'une part, un certain nombre d'imperfections et une liberté incontestée dans le monde,

— d'autre part, l'illusion et une société pour au moins sept ans qui ne sera pas une sociale démocratie à l'allemande mais une société collectiviste et un état socialiste.

M. Mitterrand est l'otage des communistes, il a besoin d'eux pour être élu et devra travailler avec eux pour gouverner ; ils lui imposeront donc leur idéologie qu'ils ne « troqueront pas contre le programme commun ». En outre M. Mitterrand nous propose un programme collectiviste, c'est-à-dire le contraire d'un programme libéral, notamment dans les domaines suivants :

ECONOMIQUE

— Nationalisation des grands groupes industriels,

— Prise de participation dans de très nombreuses entreprises (seuil minimum à atteindre : programme commun pages 114 à 116, manifeste socialiste mesure n° 21).

— Un nombre étonnant de mesures (n° 16, 18, 21, 23, 31, 32, 33, 34, 70, 71, 72 et 82) qui vont entraîner une forte augmentation des dépenses de l'état ; parallèlement l'état se privera d'importantes ressources au profit des collectivités locales. MAIS ALORS QUI PAIERA ? : Bien sur ceux qui ont de l'argent : « l'impôt direct sera renforcé pour les gros revenus » (mesure n° 35) **mais, malheureusement cela ne suffira pas, très rapidement, une fois les réserves épuisées il faudra piocher ailleurs, c'est-à-dire chez tous les Français** mais aussi dans les PME presque seules créatrices d'emplois, aggravant ainsi le chômage. Un problème majeur dont le manifeste ne parle pas.

En outre que veut dire la création de 150 000 emplois ? (mesure n° 18).

SOCIAL

« Les pouvoirs des syndicats seront largement étendus et affermis » (mesure n° 22) co-gestion à tous les échelons.

Or, la plus grande centrale syndicale (CGT) est subordonnée au parti communiste, nul ne l'ignore ses deux principaux leaders étant membres du comité central.

Les travailleurs seront alors, exclusivement représentés par les syndicats, les organes supérieurs c'est-à-dire les chefs du parti auront la courroie de transmission nécessaire pour exercer leur dictature.

EDUCATION, ENSEIGNEMENT

— « Un grand service public unifié et laïc de l'éducation nationale sera créé » (mesure n° 90).

— Nationalisation des établissements privés percevant des fonds publics ; ceux qui n'en perçoivent pas seront condamnés à fermer leurs portes — « l'enseignement de l'histoire et de la philosophie sera développé quel que soit le niveau d'études » (mesure n° 91). Quelle histoire et quelle philosophie sous un tel contrôle ? Liberté véritable de penser et d'enseigner oui ou non ? Dans quelles limites ?

En outre, de nouveaux programmes associeront une éducation civique et morale, cette dernière ne se limitera pas à une simple présentation des institutions publiques, elle s'ouvrira aux problèmes de l'entreprise, de la planification et de la vie sociale. L'éducation nationale enseignera la vraie laïcité fondée sur l'esprit scientifique (mesure n° 91). En conclusion, l'école aura la mission de former le travailleur, le citoyen et l'homme.

LIBERTES

Le manifeste du parti socialiste nous affirme que les parents pourront faire donner à leurs enfants, en dehors des locaux scolaires, l'éducation de leur choix. Mais où ? puisque tout établissement recevant des fonds publics sera nationalisé et que tous ceux qui n'en reçoivent pas auront disparu.

— Fin de la liberté de choisir son métier. L'orientation sera faite à l'école de manière systématique. L'agence nationale pour l'emploi « transformée en un grand service public de l'emploi » (mesure n° 24) aura le contrôle exclusif du placement des salariés.

— Fin de la liberté d'entreprise.

Détermination de la politique générale des entreprises par les élus de la région.

Encadrement de l'investissement et du crédit.

INSTITUTIONS

Le programme socialiste nous propose dans ce domaine le contraire de l'esprit des institutions de 1958, c'est-à-dire le retour à un régime d'assemblée et à l'instabilité gouvernementale qui en découle.

— Voilà la société que le candidat socialiste nous propose.

— Voilà ce que nous refusons pour conserver toute notre liberté.

NOUS SOUTENONS LE CANDIDAT DE LA LIBERTE VALERY GISCARD D'ESTAING.

UN GROUPE D'ETUDIANTS